

Révolution socialiste et contre-révolution bureaucratique

I. Marx et la révolution permanente en Russie

Dans les années 1870, le mouvement révolutionnaire russe s'interroge sur l'avenir et la nature de sa révolution. Une intelligentsia, privée de ses racines de classe par le rachitisme d'une bourgeoisie nationale sans vigueur historique, se heurte à l'autocratie tsariste. Sa solitude sociale la pousse souvent au terrorisme désespéré ; mais, en même temps, cette intelligentsia sent que la situation ne pourra être réellement dénouée que par l'une des classes sociales fondamentales. Plusieurs courants se dessinent. L'un se met à la remorque d'une bourgeoisie débile en espérant lui donner l'audace nécessaire pour prétendre au pouvoir. L'autre, attiré par une paysannerie, puissante en nombre et en traditions, verse dans le populisme en faisant confiance à cette paysannerie pour tenir en échec les cruautés du capitalisme naissant. La classe ouvrière, encore à ses tous débuts, n'apparaît guère comme un pôle social assez solide pour prendre la tête du mouvement.

Cependant, par les canaux de l'émigration, le débat sort des seuls cercles de l'intelligentsia révolutionnaire russe. Sollicité par Vera Zassoulitch, Marx y apporte sa contribution. La fameuse lettre qu'il adresse à celle-ci ne comporte pas moins de quatre brouillons.

Dans le troisième brouillon, il campe avec netteté les caractéristiques et le processus évolutif de la commune agricole de type russe :

«**1.** Toutes les autres communautés reposent sur des rapports de consanguinité entre leurs membres. On n'y entre pas, à moins qu'on ne soit parent naturel ou adopté. Leur structure est celle d'un arbre généalogique. La « commune agricole » fut le premier groupement social d'hommes libres, non resserré par les liens du sang.

2. Dans la commune agricole, la maison et son complément, la cour, appartiennent en particulier au cultivateur. La maison commune et l'habitation collective étaient au contraire une base économique des communautés plus primitives, et cela déjà longtemps avant l'introduction de la vie pastorale ou agricole. Certes, on trouve des communes agricoles où les maisons, bien qu'elles aient cessé d'être des lieux d'habitation collective, changent périodiquement de possesseurs. L'usufruit individuel est ainsi combiné avec la propriété commune. Mais de telles communes portent encore leur marque de naissance : elles se trouvent en état de transition d'une communauté plus archaïque à la commune agricole proprement dite.

3. La terre labourable, propriété inaliénable et commune, se divise périodiquement entre les membres de la commune agricole, de sorte que chacun exploite à son propre compte les champs à lui assignés et s'en approprie les fruits en particulier. Dans les communautés plus primitives, le travail se fait en commun et le produit commun, sauf la quote-part réservée pour la reproduction, se répartit au fur et à mesure des besoins de la consommation.

On comprend que le dualisme inhérent à la constitution de la commune agricole puisse la douer d'une vie vigoureuse. Émancipée des liens forts, mais étroits, de la parenté naturelle, la propriété commune du sol et les rapports sociaux qui en découlent lui garantissent une assiette solide, en même temps que la maison et la cour, domaine exclusif de la famille indi-

viduelle, la culture parcellaire et l'appropriation privée de ses fruits donnent un essor à l'individualité incompatible avec (la structure) l'organisme des communautés plus primitives.

Mais il n'est pas moins évident qu'avec le temps ce même dualisme puisse se tourner en germe de décomposition. À part toutes les influences malignes venant d'en dehors, la commune porte dans ses propres flancs ses éléments délétères. La propriété foncière privée s'y est déjà glissée en guise d'une maison avec sa cour rurale qui peut se transformer en place forte d'où se prépare l'attaque contre la terre commune. Cela s'est vu. Mais l'essentiel, c'est le travail parcellaire comme source d'appropriation privée. Il donne lieu à l'accumulation des biens meubles, par exemple de bestiaux, d'argent, et parfois même d'esclaves ou de serfs. Cette propriété mobile, incontrôlable par la commune, sujet d'échanges individuels où la ruse et l'accident ont beau jeu, pèsera de plus en plus sur toute l'économie rurale. Voilà le dissolvant de l'égalité économique et sociale primitive. Il introduit des éléments hétérogènes provoquant au sein de la commune des conflits d'intérêts et des passions propres à entamer d'abord la propriété commune des terres labourables, ensuite celle des forêts, pâturages, friches, etc., lesquelles, une fois converties en annexes communales de la propriété privée, lui vont échoir à la longue. »

Mais, dès le premier brouillon, Marx admettait la possibilité pour la société russe de faire l'économie de l'étape capitaliste et de ses souffrances. Il voyait, dans la contemporanéité internationale de la commune agricole et du développement industriel des pays capitalistes les plus développés, la condition de cette possibilité. En effet, la combinaison du travail collectif de la terre avec les techniques les plus avancées d'exploitation du sol (engrais chi-

miques, machines agricoles, etc.) permettait d'emblée à un travail collectif d'atteindre une productivité plus élevée que celle de l'entreprise capitaliste à la campagne :

« Je réponds : parce que, en Russie, grâce à une combinaison de circonstances uniques, la commune rurale, encore établie sur une échelle nationale, peut graduellement se dégager de ses caractères primitifs et se développer directement comme élément de la production collective sur une échelle nationale. C'est justement grâce à la contemporanéité de la production capitaliste qu'elle peut s'en approprier tous les acquêts positifs et sans passer par ses péripéties (terribles) affreuses. »

La possibilité pour la Russie de brûler l'étape capitaliste n'est pas une simple hypothèse tardive de Marx. Trois ans plus tôt, il défendait déjà fermement cette idée dans une polémique avec Mikhaïlovsky ayant rapport à ce sujet. « Je suis arrivé à ce résultat : si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861, elle perdra la plus belle chance que l'histoire ait jamais offerte à un peuple pour subir toutes les péripéties fatales du régime capitaliste. »

Enfin, prolongeant la réflexion de Marx, en 1894, Engels réaffirme les conditions politiques d'une marche accélérée de la révolution socialiste en Russie. Il s'agit avant tout de la combinaison entre la révolution russe et une révolution prolétarienne dans un pays développé qui lui permettrait de bénéficier, dans le cadre d'une collaboration internationaliste, des dernières découvertes technologiques :

« La commune russe aura-t-elle un sort différent et meilleur ? Cela ne peut tenir à elle-même, mais seulement à cette circonstance qu'elle a survécu avec une certaine vigueur dans un pays européen jusqu'à une époque où ce n'est plus principalement la production marchande, mais sa forme la plus développée et

ultime, la production capitaliste, qui en Europe occidentale est entrée en contradiction avec les forces productives qu'elle a elle-même créées ; et où ces contradictions internes et les conflits de classe qui y correspondent la conduisent à sa ruine. Il en résulte que la commune russe ne peut pas sortir de son état par elle-même, mais seulement en union avec le prolétariat industriel de l'Ouest. La victoire du prolétariat d'Europe occidentale sur la bourgeoisie, le remplacement – qui y est lié – de la production capitaliste par la production dirigée socialement, tel est le préalable nécessaire à une élévation de la commune russe au même niveau. »

Deux idées-forces ressortent donc de ces textes :

– l'idée, encore non systématisée, du développement inégal et combiné qui rend possible la transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution socialiste ;

– l'idée que la condition de cette transcroissance est d'ordre international, c'est-à-dire qu'elle réside dans la liaison entre la révolution russe et une victoire révolutionnaire dans un pays capitaliste développé d'Europe occidentale.

Ce seront là les cadres stratégiques de la révolution permanente selon Trotski et de la stratégie internationale développée par Lénine et Trotski dans les premiers congrès de l'Internationale communiste. Il n'y a rien d'étonnant à cela si l'on songe que Trotski, qui a cohabité pendant plusieurs années à Londres avec Vera Zassoulitch elle-même, devait être un familier des thèses de Marx.

II. De la révolution russe à la stalinisation

Le phénomène de dégénérescence et de bureaucratisation de l'État ouvrier soviétique n'est pas dû à la malveillance ou à la trahison délibérée de la direction du PCUS ; il s'ins-

crit dans la contradiction fondamentale que doit surmonter une société de transition temporairement isolée sur le plan international et dont le niveau de développement reste de loin inférieur à celui des grandes puissances capitalistes.

En effet, dans la Russie du début du siècle, la bourgeoisie, encore faible, et déjà talonnée par le prolétariat, est incapable de se débarrasser de l'État autocratique tsariste et de sa bureaucratie parasitaire. Elle rend ainsi possible la transcroissance de la révolution démocratique bourgeoise en révolution prolétarienne. Mais la classe ouvrière se trouve par là même confrontée à deux tâches simultanées : pour avoir la force d'en finir avec le vieil ordre féodal, elle doit s'allier à la masse écrasante de la paysannerie à peine émancipée du servage. Ce n'est donc qu'en réalisant pour la paysannerie les tâches de la révolution démocratique bourgeoise – « la terre aux paysans ! » – que le prolétariat industriel scelle son alliance révolutionnaire avec elle.

Mais le prolétariat s'engage du même coup à assumer et maîtriser deux processus révolutionnaires combinés, qui se chevauchent et parfois se contredisent : remplir à la fois les tâches laissées par la révolution bourgeoise avortée et celles de la révolution prolétarienne elle-même. Il ne s'agit pas là d'un problème abstrait et formel, mais d'une réalité sociale contraignante : car ce n'est qu'en conservant l'appui des masses paysannes que l'État ouvrier peut résister aux assauts de la contre-révolution. Trotski a clairement souligné dans *L'Histoire de la révolution russe* que les soviets de soldats, qui ont joué un rôle décisif lors de l'insurrection, n'étaient rien d'autre quant au fond que des soviets de paysans sous l'uniforme. Le rassemblement dans l'armée de paysans déracinés de leur terre leur permet d'agir

collectivement ; ce fut aussi le cas avec la VIII^e armée de route en Chine.

En distribuant la terre aux paysans, le prolétariat accélère le développement de la propriété privée et des rapports capitalistes à la campagne. Il assoit ainsi son pouvoir sur un terrain miné en espérant à courte échéance le relais d'une révolution prolétarienne victorieuse dans un pays capitaliste développé, ce qui lui donnerait le poids social nécessaire pour dénouer à son profit la contradiction subsistant entre les deux processus engagés. La crise de l'impérialisme en guerre, l'existence d'une classe ouvrière concentrée et combative, la présence d'une avant-garde expérimentée et trempée faisaient de la Russie un maillon faible propice à la victoire de la révolution. En revanche, l'isolement dans lequel la révolution russe a été confinée par les défaites des prolétariats hongrois et allemand mettait son avenir en péril.

La bureaucratisation du PCUS et de l'État soviétique ne fut dans ce contexte ni le fait de la fatalité, ni celui d'un complot. Elle résulte tout d'abord de la démobilisation et de la passivité ouvrières consécutives à la saignée de la guerre civile, à la déception née des difficultés économiques. La mort de Sverdlov tuberculeux n'est qu'un indice des conditions d'hygiène et de santé précaires partagées par les grandes masses de la population.

Il est utile, pour comprendre l'ampleur du phénomène, de rappeler qu'en 1919 les effectifs du PCUS étaient évalués à 250 000 membres dont 10 % seulement de plus de 40 ans et 50 % de moins de 30 ans ; 8 % seulement étaient membres du PC avant la révolution, mais 70 % occupaient des fonctions d'autorité dans le parti ou dans les services d'État. En

1/ *Mémoires d'un bolchevique-léniniste*, éditions Maspero, collection Livre « Rouge ».

1921, les effectifs étaient passés à 730 000 membres dont 57 % étaient illettrés !

Ce phénomène social massif d'adhésion au parti au pouvoir dans un contexte de recul et d'isolement international de la révolution, de difficultés économiques internes et d'arriération culturelle, engendre d'autant plus sûrement la bureaucratie que l'avant-garde a été décimée et que les parvenus de la révolution aspirent à la pause et au mieux-vivre. De ce lent processus, les *Mémoires d'un bolchevique-léniniste* ^{1/} rendent compte avec une sincérité et une naïveté émouvantes.

Devant cette situation, deux problèmes centraux se posaient aux dirigeants soviétiques :
– résoudre la tension interne entre le marché capitaliste enraciné à la campagne et la planification économique appuyée sur l'appropriation collective des principaux moyens de production ;

– briser l'isolement en développant, grâce à l'Internationale communiste, une stratégie révolutionnaire internationale.

Les deux problèmes sont intimement liés. Il est évident, par exemple, que les solutions économiques avancées par l'Opposition de gauche ne prétendaient pas résoudre le problème de la construction du socialisme dans un seul pays. Elles permettaient de maîtriser les contradictions, en liaison avec une stratégie internationale alternative aux zigzags opportunistes de la direction stalinienne.

1. Le premier gouvernement soviétique avait en 1917 des objectifs économiques limités ; l'accent était mis sur :

– l'instauration du contrôle ouvrier sur les moyens de production, cette phase étant conçue comme un apprentissage indispensable au pouvoir ouvrier ;

– une banque nationale unique ;

– l'abolition des dettes à l'étranger ;

– la nationalisation du sol et du sous-sol et la distribution de la terre à ceux qui la travaillent.

Mais l'intervention étrangère, le sabotage de la bourgeoisie et la guerre civile ont imposé des mesures d'urgence et précipité l'approfondissement de la révolution. La phase du contrôle ouvrier est vite dépassée. Les banques, le commerce, l'industrie sont nationalisés. Le monopole du commerce extérieur est instauré. La planification économique est organisée d'abord essentiellement à des fins de rationnement. Ces mesures radicales sont le fait d'une économie de guerre ; elles naissent donc de la dynamique même de l'affrontement de classes national et international qui boucle les rythmes prévus par les bolcheviques eux-mêmes.

C'est ainsi qu'apparaît le problème auquel l'État soviétique et, ultérieurement dans des conditions moins dramatiques, l'État chinois auront à faire face.

Dans une société capitaliste développée, l'agriculture joue le rôle d'une branche à faible composition organique du capital. La péréquation du taux de profit joue donc en sa défaveur et favorise l'accumulation du capital industriel. Ce transfert opéré par le biais du marché suppose cependant, d'une part, que la production agricole ait atteint un niveau de développement suffisamment élevé pour dégager un surplus permettant de libérer une main-d'œuvre désormais disponible pour l'industrie, de nourrir les classes urbaines, de dégager un fonds d'accumulation initial ; d'autre part, que le secteur industriel soit assez fort pour répondre à la demande des campagnes.

Or, dans la Russie affaiblie par la guerre et ravagée par la guerre civile, la première condition n'est que faiblement remplie, la seconde ne l'est guère. Il en résulte que l'accumulation

agricole privée demeure nettement supérieure à l'accumulation industrielle étatisée. Ce déséquilibre porte en lui d'importants processus sociaux.

En effet, si les produits de l'industrie socialisée viennent à manquer, les paysans, entrepreneurs privés, vont naturellement se tourner vers le marché mondial pour y obtenir à meilleur prix les produits industriels dont ils ont besoin. Ensuite, ils chercheront à investir à l'étranger les économies qu'ils ne peuvent placer de façon rentable dans le pays même.

Ainsi, comme, au début des années vingt, le lent relèvement de l'industrie soviétique ne permet pas de satisfaire la demande du secteur agricole, les prix industriels montent en flèche. Plutôt que de vendre leurs produits agricoles selon les tarifs fixés par l'État pour ensuite payer au prix fort les produits industriels, les paysans préfèrent les stocker, affamer ainsi les villes et remettre en cause le monopole du commerce extérieur. Leur pression en ce sens se fait sentir jusque dans les rangs du parti où, du vivant même de Lénine, Staline s'en fait le porte-parole (cf. *Le Dernier Combat de Lénine*, de Moshe Lewin 2/).

Deux voies principales s'ouvrent alors :

1. La première consisterait à baisser les prix industriels pour apaiser la paysannerie. On favoriserait un transfert de valeur vers le secteur agricole. Les capitaux privés ainsi accumulés seraient drainés dans le secteur étatisé par la voie de l'emprunt et de l'impôt. Un fonds d'investissement serait alors dégagé, qui permettrait de développer l'industrie en même temps que l'existence d'une bourgeoisie nantie lui assurerait un débouché., C'est le sens du socialisme à « pas de tortue » et du

« enrichissez-vous » lancé par Boukharine à la paysannerie.

Mais ce processus se traduit très vite par la prolétarianisation d'une partie importante de la paysannerie. Ainsi, au moment du XII^e congrès du PCUS en 1924, Kamenev estimait déjà que 8 % des fermes, regroupant 14 % des paysans, détenaient 25 % du bétail et 34 % des terres ensemencées. En 1926, deux ans après seulement, 4 % des fermes détenaient 50 % des machines agricoles.

Cette aggravation des inégalités sociales se développe d'autant plus facilement que les opérations de partage et de distribution des terres, vue la faiblesse de l'appareil d'État et l'inégale mobilisation de la population, n'avaient pas toujours été équitables. La différenciation sociale à la campagne tend alors à la reconstitution d'une bourgeoisie rurale dont la lutte pour l'abolition du monopole du commerce extérieur constitue l'un des objectifs importants.

L'autre voie aurait consisté à opérer une ponction forcée sur le secteur agricole dans le cadre d'un plan économique central assurant un rythme d'industrialisation rapide, indispensable pour permettre une collectivisation de la terre dans des conditions favorables.

2. C'est dans la matrice de cette contradiction que viennent s'inscrire les zigzags de la bureaucratie stalinienne.

De 1923 à 1927, les koulaks s'affirment et font valoir leurs exigences. En 1923 déjà, ils avaient affamé les villes en refusant de livrer les produits. Une nouvelle grève des livraisons pendant l'hiver 1927 menace l'équilibre sur lequel s'est élevée la bureaucratie d'État. Pour survivre et se maintenir, cette dernière doit alors en découdre avec le koulak qu'elle avait ménagé et favorisé (en particulier avec la politique internationale droitière du comité anglo-

russe de la révolution chinoise en 1926-1927).

Face aux koulaks devenus menaçants se dessine le tournant gauche de la bureaucratie soviétique. C'est le coup d'envoi de la troisième période de l'Internationale communiste (IC). Sur le plan interne, la collectivisation forcée de la terre et l'industrialisation accélérée. Mais une collectivisation opérée dans les pires conditions ; l'industrialisation lente de la période antérieure ne permet pas de donner aux paysans les engrais et les machines agricoles susceptibles de les convaincre de la supériorité et des avantages de l'agriculture collectiviste sur de grandes surfaces. D'où la résistance des paysans, et non des seuls koulaks, la destruction du cheptel et des récoltes. Pour réaliser un tel coup de force contre la paysannerie, la bureaucratie doit chercher un nouvel équilibre et une nouvelle base d'appui : elle va les trouver avec la constitution d'une élite ouvrière privilégiée sélectionnée à travers le mouvement stakhanoviste.

Mais cette réorientation brutale et typiquement bureaucratique, en même temps qu'elle brise la montée du koulak, rompt l'alliance du prolétariat et de la paysannerie et ouvre une plaie durable au flanc de la société soviétique.

Au début des années quarante, la guerre donne à la paysannerie l'occasion d'une revanche temporaire. L'appareil d'État étant mobilisé par l'effort militaire, elle peut alors, par une sorte de chantage à l'alimentation, reconquérir une position sociale forte : les marchés ruraux se développent, les kolkhoziens s'enrichissent en attendant que le retour de la paix permette à la bureaucratie centrale une reprise en main.

Ces zigzags bureaucratiques illustrent le lien contraignant du politique et de l'économique dans la société de transition. Si le niveau de vie des masses baisse, la productivité du

2/ [*Le Dernier Combat de Lénine*, de Moshe Lewin, préface de Daniel Bensaïd, éditions de Minuit, 1978.]

travail tendra à baisser aussi, à moins qu'elle ne soit maintenue grâce à des moyens de contrainte qui multiplient les dépenses improductives (armée, police, hiérarchie bureaucratique). L'économie de transition ne peut faire preuve d'une supériorité convaincante que si elle vise un développement optimum et non un développement maximal ; c'est-à-dire notamment si, par un développement harmonieusement combiné de l'agriculture, de l'industrie lourde et de l'industrie légère, elle parvient à faire de la compréhension et de la mobilisation des masses un facteur conscient de ce développement. Or, le développement optimal est foncièrement antagonique aux intérêts de la bureaucratie dans la mesure où il suppose la capacité pour le Plan d'enregistrer et de synthétiser les besoins effectifs de la population, ce qui implique de toute évidence une démocratie politique et économique telle que les travailleurs puissent faire connaître leurs volontés, participer aux choix fondamentaux et en assumer volontairement la réalisation.

III. L'Union soviétique

« deuxième puissance mondiale »

La fin de l'isolement soviétique amène de nouvelles contradictions

La fin de la Seconde Guerre mondiale créait une situation favorable à une nouvelle poussée de la révolution mondiale. Les forces trempées dans la Résistance pouvaient poursuivre leur action jusqu'au renversement de la bourgeoisie, en France et en Grèce en particulier. Mais, avant même de pouvoir s'exprimer, cette énergie révolutionnaire avait été bradée à Yalta par la bureaucratie stalinienne, soucieuse de maintenir l'équilibre des forces internationales.

Mais les classes qui font l'histoire, les combattants révolutionnaires, n'étaient pas invi-

tés aux tables de négociation de Yalta et de Potsdam, et nul diplomate, fût-il Staline en personne, ne pouvait s'engager en leur nom. La victoire de la révolution yougoslave, puis celle de la révolution chinoise bouleversaient les rapports de forces internationaux. Avant la guerre, il n'existait qu'un seul État ouvrier lié par l'IC à un réseau de PC's encore faiblement implantés. Après la guerre, l'URSS devient la deuxième puissance mondiale, elle s'entoure du glacis, s'allie à la Chine, reçoit le soutien de PC's fortement implantés, comme en France et en Italie. La situation de recul et d'isolement de la révolution pendant laquelle la bureaucratie stalinienne a pris corps est donc radicalement modifiée.

Le rapport de forces global s'est doublement transformé. D'une part, entre le camp de l'impérialisme et celui de la révolution ; d'autre part, entre la bureaucratie et les masses. Mais, en même temps que ces rapports évoluent, Staline, présenté comme le grand vainqueur de Stalingrad, est au sommet de son prestige, et avec lui le crédit du régime stalinien au plus haut dans le mouvement ouvrier international. Cette situation complexe et contradictoire favorise le dégagement de courants centristes, oscillant entre le stalinisme et le marxisme-révolutionnaire, et de leurs revers ultra-gauches.

Conformément à l'esprit de Yalta, la bureaucratie stalinienne avait tout fait pour geler le processus révolutionnaire. De 1944 à 1947, les directions des PC's prônent la mise en place de gouvernements de coalition et la création de sociétés mixtes qui restent fondamentalement dans le cadre capitaliste. Mais déjà la révolution coloniale menace l'équilibre de Yalta en conduisant à la guerre froide et à la stalinisation accélérée des pays du glacis. Les coalitions gouvernementales sont rompues, les princi-

paux moyens de production étatisés, le monopole du commerce extérieur établi. La bureaucratie soviétique apporte en prime les méthodes policières et les filiales de la Guépéou.

En dépit de ses volontés modératrices, la bureaucratie stalinienne est donc contrainte par la force de l'histoire à exprimer sa position de classe, apportant ainsi la réponse à la question remarquablement posée par Trotski quelques années auparavant, au moment du pacte germano-soviétique, dans L'URSS en guerre :

« Au moment où nous écrivons ces lignes, la question du sort des provinces occupées par l'Armée rouge reste obscure. Les informations télégraphiques sont contradictoires, car des deux côtés, on ment beaucoup, et les relations réelles sur place sont certainement encore extrêmement mal définies. Une certaine partie des territoires occupés entrera sans aucun doute dans les frontières de l'URSS. Sous quelle forme au juste ?

Admettons pour un instant que, par accord avec Hitler, le gouvernement de Moscou laisse intacts, dans les provinces occupées, les droits de la propriété privée et se borne à un « contrôle » du type fasciste. Une telle concession aurait un caractère profondément principal et pourrait devenir le point de départ d'un nouveau chapitre du régime soviétique et par conséquent d'une nouvelle appréciation, de notre part, de la nature de l'État soviétique.

Le plus vraisemblable cependant est que, dans les provinces qui doivent faire partie de l'URSS, le gouvernement de Moscou prendra des mesures d'expropriation à l'égard des grands propriétaires et d'étatisation des moyens de production. Une telle voie est la plus vraisemblable, non parce que la bureaucratie est fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle ne veut partager ni le pouvoir ni les pri-

vilèges qui lui sont liés, avec les anciennes classes dominantes des provinces occupées. Ici, une analogie se présente d'elle-même. Le premier bonaparte arrêta le cours de la révolution à l'aide de la dictature militaire. Cependant, quand les troupes françaises envahirent la Pologne, Napoléon signa le décret : « Le serfage est aboli. » Cette mesure n'était pas dictée par les sympathies de Napoléon pour les paysans, ni par des principes démocratiques, mais par le fait que la dictature de Bonaparte ne s'appuyait pas sur la propriété féodale, mais bourgeoise. Comme la dictature bonapartiste de Staline ne s'appuie pas sur la propriété privée, mais sur la propriété étatique, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge doit naturellement amener derrière elle la liquidation de la propriété privée capitaliste pour faire correspondre le régime des territoires occupés à celui de l'URSS. »

Mais l'instauration brutale du pouvoir bureaucratique pose de nouveaux problèmes. En URSS, la bureaucratie parasitaire s'était hissée, à l'occasion du reflux, sur les conquêtes d'Octobre. En Pologne, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en RDA, en Hongrie, elle essaie d'imposer directement les mêmes options économiques (priorité absolue à l'industrie lourde) et les mêmes structures politiques qui n'ont été en URSS que le résultat de son accession au pouvoir. Cependant, dans des pays à forte tradition rurale comme la Pologne, les PC locaux ont le souci compréhensible d'éviter la collectivisation forcée des années trente, qui fut en URSS la base de l'industrialisation accélérée. Dans ces pays, en effet, la paysannerie conserve un poids prépondérant, tandis que le prolétariat urbain, qui n'a pas été démolé par un long reflux, part souvent d'un niveau de vie sensiblement plus élevé que celui vers lequel tend à le ramener la priorité

stricte accordée à l'industrie lourde. De plus, cette atteinte portée au niveau de vie de la classe ouvrière au moment où elle est censée accéder au pouvoir passe par la mise en place d'un lourd dispositif répressif directement lié aux services soviétiques.

Ce processus est dès l'origine gros de crises prévisibles. Les grandes luttes qui secoueront ultérieurement la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie sont déjà inscrites dans la victoire des révolutions yougoslave et chinoise, qui échappent au contrôle de la bureaucratie stalinienne.

En 1943 est créé en Yougoslavie un gouvernement provisoire de coalition qui s'appuie cependant sur de réels comités populaires de masse nés de la Résistance. La poussée des masses amène la rupture de la coalition en 1945 et la création d'un État ouvrier en 1948 ; la dynamique de la révolution yougoslave s'avère ainsi plus forte que les engagements bureaucratiques contractés à Yalta, ce qui vaut au PC yougoslave d'être excommunié sans appel par Staline. Il est vrai que l'exemple yougoslave représentait des dangers considérables : danger de voir s'illustrer un mode différent, et supérieur dans ses résultats, de société de transition ; danger de voir les PC à implantation de masse affirmer leur indépendance ; danger de les voir réclamer une égalité des partis au sein du mouvement communiste international ; danger enfin de voir les communistes yougoslaves reprendre à leur compte une partie des thèses de l'Opposition de gauche sur la dégénérescence bureaucratique. Devant un tel cumul de nuages, Staline préférait sans hésitation sacrifier la Yougoslavie. Il ne s'agit pas d'une simple dénonciation idéologique ; les arguments beaucoup plus matériels ne manquent pas de poids : mouvements de troupes et blocus économique !

Menacée dans son existence, la direction yougoslave ne tarde pas à chercher son salut dans toutes les opérations centristes lui permettant de briser son isolement. L'abandon de la révolution coréenne lui permet d'inaugurer une politique de marchandages internationaux, qui se poursuit encore, sur le dos de la révolution vietnamienne. De la sorte, cette première rupture dans le bloc stalinien n'est pas sans ajouter à la confusion : l'opportunisme des uns et le dogmatisme des autres peuvent être présentés *a posteriori* comme symétriques et complémentaires. Il s'agit là d'une simplification grossière, car la portée historique de la crise yougoslave réside dans la réapparition au sein du mouvement ouvrier officiel d'idées dont l'Opposition de gauche avait été pendant plusieurs années la seule dépositaire. L'émergence de ce qui fut considéré comme un second « modèle » socialiste ouvre publiquement la crise du mouvement communiste international.

Bien que ses effets soient moins immédiatement visibles, la révolution chinoise rompt de façon irrémédiable la situation internationale qui avait permis l'apparition du phénomène stalinien. Empirique, la direction du PCC s'engageait à la fin de la guerre contre le Japon dans l'application de la politique stalinienne.

La conférence de Tchungking en janvier 1945 met en avant le projet d'une Assemblée constituante et d'un gouvernement de coalition, et d'un programme de paix sociale. Les experts américains, et Marshall en personne, imputèrent même l'approfondissement de la révolution à ce qu'ils appelaient « les sept erreurs » de Tchang Kai-chek, en particulier l'erreur d'avoir engagé une expédition intempestive pour la reconquête de la Mandchourie, alors que le PCC semblait se contenter du *statu quo* et freiner la poussée impétueuse de

la paysannerie pour l'application radicale de la réforme agraire (voir à ce sujet Jack Belden dans *La Chine ébranle le monde*). Mais ces «erreurs» de Tchang avaient des racines de classe sur lesquelles les experts américains ferment les yeux. Le pouvoir de la bourgeoisie chinoise ne pouvait être durablement partagé avec un PC bousculé par une base sociale paysanne, aguerrie par plusieurs années de lutte dans les rangs de l'Armée rouge. La désintégration du pouvoir central aboutit ainsi en 1948 à l'entrée de l'Armée rouge à Pékin et à la prise du pouvoir par le PCC.

Mais cette période laisse des traces durables de méfiance dans le PCC à l'égard de la direction stalinienne. En effet, les communistes chinois peuvent difficilement oublier qu'au moment de l'effondrement des Japonais et de la course de vitesse pour l'occupation de la Chine septentrionale, Staline conclut un accord avec Tchang, le reconnaissant comme le seul gouvernement légal de la Chine ! Ils peuvent tout aussi difficilement oublier qu'au début de la guerre civile en 1945-1946, le Kremlin installa en Mandchourie les fonctionnaires du Kuomintang en attendant l'arrivée des troupes nationalistes et que, lors de l'évacuation de Kharbine, les autorités soviétiques protégèrent les responsables du KMT pour les remettre en sécurité en territoire nationaliste ! Qu'en 1947, à la veille de l'offensive, Staline leur déconseilla d'occuper les villes et leur conseilla de se contenter des campagnes pour y continuer la guérilla ! Que, lors du soulèvement populaire du Sin Kiang, Staline aida Tchang à dissoudre le nouveau pouvoir insurrectionnel et à rétablir un gouvernement de coalition comprenant des féodaux que les masses durent renverser une seconde fois !

3/ Bulletin de la *New China News Agency*, du 2 octobre 1950.

4/ Pour une paix durable...

Les conditions de la victoire révolutionnaire en Chine, son poids international, sa portée historique laissaient prévoir que, transformant radicalement les conditions qui avaient présidé à la montée du stalinisme, elle précipiterait sa décadence. C'est ce que développait dès 1950 Ernest Mandel dans un article de la revue *Quatrième Internationale* annonçant les conditions de la rupture sino-soviétique :

«Pourtant, il serait étonnant de s'attendre, dans l'avenir immédiat à une rupture entre Pékin et Moscou. De puissantes forces objectives et subjectives rendent une telle rupture encore fort improbable. L'intervention de la bureaucratie soviétique dans la Chine populaire est différente, dans sa forme et dans sa substance, de ce qu'elle était dans le «glacis» européen. Contrairement aux sociétés mixtes constituées par le Kremlin en Europe orientale qui signifiaient toutes une simple exploitation d'installations industrielles et de main-d'œuvre déjà existantes par la bureaucratie soviétique, les sociétés mixtes fondées en Chine (société pétrolière sino-soviétique, société sino-soviétique d'exploitation de métaux non ferreux et rares dans le Sinkiang, société sino-soviétique d'aviation civile) impliquent un réel investissement de capitaux de la part de l'URSS et favorisent ainsi le développement des forces productives, objectif n° 1 des communistes chinois 3/. Et si le traité sino-soviétique conclu par Mao-Tsé-toung à Moscou après de laborieuses négociations, preuves de l'indépendance d'esprit des Chinois, impose à la République populaire de Chine le paiement d'indemnités à l'URSS pour les constructions faites sur le chemin de fer chinois de Tchangtchoung, de Port-Arthur et de Dalny, le retour de ces enclaves soviétiques à la Chine représente une satisfaction, comme le dit explicitement l'accord, «de l'honneur national et de

la dignité nationale du peuple chinois 4/». Moscou a tiré certaines conclusions de la rupture du PC yougoslave et s'efforce de ne pas irriter les communistes chinois par une attitude condescendante sur des questions secondaires. La méfiance que le Kremlin ressent à l'égard de Pékin est cependant confirmée par le fait que les livraisons de matériel moderne armé, notamment d'avions à réaction, semblent se faire dans des conditions telles que ce matériel reste placé sous contrôle soviétique ; les Russes paraissent d'ailleurs avoir pu établir des bases militaires dans le Sin-Kiang.

Aussi longtemps que les Chinois conserveront le contrôle principal du mouvement communiste d'une série de pays asiatiques (Vietnam, Malaisie, etc.) et se trouveront de ce fait en conflit direct avec l'impérialisme, ils seront portés à maintenir des relations étroites avec le Kremlin. Aussi longtemps que l'impérialisme maintient un blocus de fait de la Chine, en ce qui concerne les principales matières premières et l'outillage dit «stratégiques», l'aide économique restreinte qu'ils peuvent obtenir de l'URSS leur apparaîtra d'autant plus appréciable. Et surtout, aussi longtemps que des forces révolutionnaires indépendantes du Kremlin ne peuvent pas apparaître comme un facteur politique important en Asie ou ailleurs, le PC chinois, tirant à son tour des conclusions de l'évolution actuelle de l'affaire yougoslave n'esquissera qu'avec une extrême prudence un mouvement de rupture avec le Kremlin.

À la longue, cependant, ce sont les forces sociales de la révolution chinoise et non pas les considérations politiques ou économiques de ses dirigeants qui décideront des relations entre Pékin et Moscou. Le développement de la bourgeoisie rurale ; les difficultés éventuelles d'approvisionnement en outillage industriel ; la modification éventuelle des rapports de

forces internationales en faveur de l'impérialisme ; l'apparition de tendances droitières capitalistes dans le PC chinois pourrait, dans des conditions de faiblesse et de passivité prolongée du prolétariat, provoquer un renversement de la politique étrangère chinoise. Une tentative, qui n'est pas encore exclue, du Kremlin d'arriver à un accord avec le State Department sur le dos de la Chine pourrait agir dans un même sens. Par contre, un nouveau développement de la révolution chinoise, le renforcement du mouvement ouvrier, l'esquisse d'une orientation à gauche du PC, le développement favorable des forces révolutionnaires dans le monde, en premier lieu aux Indes, au Japon et en Europe occidentale, pourraient permettre, à une étape ultérieure, une rupture « sur la gauche » du communisme chinois avec le Kremlin. Les deux éventualités exigent cependant, pour se réaliser, une rupture du nouvel équilibre entre les classes tel qu'il apparaît aujourd'hui en Chine, équilibre sur lequel le PC chinois a basé son pouvoir. »

IV. Le développement des tensions en URSS

Toute direction révolutionnaire de rechange ayant été préventivement décapitée lors des procès de Moscou, la fin de la guerre ne se traduit pas, en URSS même, par une montée révolutionnaire. La guerre a désorganisé l'économie, détruit une partie importante du potentiel industriel, entraîné une destruction massive de la main-d'œuvre, favorisé la résurrection d'un nationalisme centrifuge ; en Ukraine notamment, où sont apparus des mouvements collaborationnistes. La bureaucratie est alors coincée entre une nouvelle classe ouvrière jeune, stimulée par la victoire, et la masse des kolkhoziens enrichis par la spéculation de la période de guerre. Elle réagit et se défend par

l'adoption d'un cours gauche : offensive résolue contre les paysans enrichis, effort d'affermissement de la propriété collective dans les campagnes, intensification de la propagande marxiste à la mode stalinienne.

Pourtant des tensions durables se dessinent dans la société soviétique. À la campagne coexistent les sovkhoz (fermes d'État), les kolkhoz (coopératives propriétaires du bétail, mais non des machines lourdes), enfin le lopin privé. Dans l'industrie, la planification bureaucratique se traduit par un système de primes démentiel : la base d'attribution est tantôt le prix de revient (ce qui incite les directeurs à utiliser des matières premières chères), tantôt le poids (ce qui les incite à utiliser des matières premières lourdes), tantôt le nombre d'unités produites (ce qui les incite à produire des objets réduits à leur squelette).

En ce qui concerne les groupes sociaux, la classe ouvrière apparaît comme la classe montante ; elle se développe en nombre et en importance dans une société où la population urbaine tend enfin à supplanter la population rurale. Même si la question agraire continue à se poser en permanence, il ne semble plus que le poids social décroissant de la paysannerie lui permette de remettre sérieusement en cause l'appropriation collective des moyens de production. Enfin, si la bureaucratie se consolide autour du développement des fonctions techniques et administratives, sa croissance numérique se traduit aussi par une perte d'homogénéité, par une différenciation interne au moment même où, de conquérante à ses débuts, elle devient définitivement une force de conservation sociale accrochée à la perpétuation de ses privilèges.

a) Le « cours nouveau » de 1953 à 1956

Dans ce contexte, la mort de Staline en 1953 ne s'inscrit pas comme une simple anecdote :

la disparition du Bonaparte ouvre au sein de la bureaucratie la lutte à la succession. La chute de Béria en juillet 1953 en est le premier résultat. Dès lors, la politique économique de la bureaucratie sera jalonnée par une série de réformes contradictoires.

La première grande réforme est impulsée par un courant que représentent Malenkov et Mikoyan. Ceux-ci, constatant la pénurie des biens de consommation et la disproportion entre les investissements industriels et agricoles, procèdent à une réduction de l'impôt des paysans, qui est censée assurer à ces derniers un revenu supplémentaire de 80 milliards de roubles.

Une telle réforme représente un sacrifice librement consenti de la bureaucratie qui, pour s'assurer la paix sociale, renonce ainsi à une part du surplus social qu'elle détournait à son profit. Simultanément, un cours d'auto-réforme analogue, mais plus poussé, se développe en Hongrie, où les résolutions du Comité central (CC) de juin 1953 sont ainsi commentées par la presse officielle du parti :

« Dans ses très importantes résolutions de juin 1953, le CC de notre parti constatait que l'industrialisation excessive du pays avait été une erreur. La conception qui, loin de considérer l'édification du socialisme dans tous ses grands et multiples aspects, la restreignait à l'industrialisation, et plus spécialement au développement de certaines branches d'industrie lourde, cette conception donc était erronée. Partant de cette considération, nous avons subordonné la politique générale du Parti à la politique économique, aux intérêts d'une industrialisation trop poussée, ne tenant pas suffisamment compte de l'évolution de la situation des masses travailleuses, ni des exigences fondamentales du maintien et du renforcement de l'alliance ouvrière-paysanne [...]. Les nom-

breuses disproportions ainsi survenues, de même que le rythme trop tendu du développement, paralysèrent la marche égale et planifiée de la production, ainsi que l'utilisation judicieuse des crédits d'investissement qui avaient été surévalués. La surindustrialisation aboutit à un abaissement passager du niveau de vie des travailleurs, au rétrécissement des rapports entre le Parti et les masses travailleuses [...].

Les résolutions adoptées lors des sessions du CC de juin, d'octobre et de décembre 1953, puis du III^e congrès du Parti, indiquèrent clairement que, conformément à la loi fondamentale de l'économie socialiste – dans cette nouvelle phase de l'édification du socialisme – l'élévation systématique du niveau de vie du peuple travailleur devait être placée au premier plan de notre politique [...]. Seule la politique de la nouvelle étape telle que l'a élaborée notre parti est conforme aux intérêts de la classe ouvrière et de tout le peuple, et c'est pourquoi elle a été accueillie avec une joie sans mélange par les travailleurs des villes et des campagnes [...].

Le facteur fondamental de nos difficultés économiques réside dans les attermoissements observés dans la réalisation de la politique de la nouvelle étape, dans la résistance qu'elle rencontre sous des formes plus ou moins camouflées. Cette résistance est alimentée par des conceptions erronées, dépourvues de fondements idéologiques. Conceptions qui proposent de résoudre les difficultés économiques par une « contraction du pouvoir d'achat », donc par la réduction du niveau de vie de la classe ouvrière et de la paysannerie [...]. Ces conceptions sont incompatibles avec les principes marxistes-

léninistes (non pas marxistes-léninistes-staliniens, et pour cause ! E.G.) de l'édification du socialisme [...]. Le socialisme ne peut être réalisé que si les travailleurs disposent non seulement de plus de droits et de liberté, mais aussi d'un bien-être matériel croissant. Dans les conditions pacifiques de l'édification du socialisme, l'abaissement du niveau de vie ébranlerait la confiance placée par les travailleurs dans l'œuvre de construction socialiste, elle réduirait l'ardeur au travail et la productivité, relâcherait les liens des masses avec le parti. L'abaissement du niveau de vie n'est pas la voie de l'édification déterminée du socialisme, mais celle de la capitulation devant les difficultés, la voie du renoncement à l'édification du socialisme [...] ^{5/} »

Mais la tentative de Malenkov révéla vite ses faiblesses. La réforme prévoyait que les 80 milliards de revenus supplémentaires seraient récupérés par la vente aux paysans de produits industriels de série. Or, la pénurie est telle que les paysans se tournent prioritairement vers les produits alimentaires agricoles tels que la viande, les œufs, les fruits et autres produits de première nécessité, qu'on ne peut produire par reconversion rapide des entreprises d'industrie lourde. Il en résulte que le paysan vend cher sans acheter en proportion à l'industrie, que le marché noir se développe, que se fait jour dans les entreprises un mouvement revendicatif contre le système des salaires aux pièces.

Devant ces problèmes, Malenkov est accusé d'avoir violé la sacro-sainte priorité absolue à l'industrie lourde. Il ne s'agit pas là d'une simple querelle doctrinale mais d'une remise en cause de l'autonomie de la bureaucratie par rapport aux masses. Les échecs de la réforme fixent déjà les limites dans lesquelles peut se concevoir l'autoréforme de la bureaucratie.

Au soviet suprême de février 1955, Malenkov démissionne.

Désormais, la succession de réformes tentées va exprimer les oscillations d'une bureaucratie qui, pour conserver sa position parasitaire, essaiera tour à tour de consolider la propriété collective et étatique des moyens de production et de gagner par des concessions de plus en plus importantes les faveurs de la paysannerie.

La première réforme de l'équipe Krouchtchev-Boulganine, qui succède à Malenkov, comporte comme mesure essentielle la mise en culture de nouvelles terres. En y implantant d'emblée des sovkhoz défrichés par des brigades de komsomols volontaires, il s'agit de « contourner la paysannerie » et de la défaire sur le terrain même de la concurrence. En effet, les fermes d'État, directement implantées sur de grandes surfaces et hautement mécanisées, étaient censées provoquer une chute naturelle des prix agricoles. Pour ne pas brusquer les choses, les concessions de Malenkov sont en même temps maintenues, tandis que, pour mieux contrôler les kolkhoz, le rôle des MTS ^{6/} et des présidents de kolkhoz nommés est renforcé.

Mais la pièce maîtresse de cette réforme devait encore s'avérer déficiente. L'anarchie bureaucratique dans le choix des terres, dans l'organisation du travail, et surtout le déséquilibre fondamental persistant entre agriculture, industrie lourde et industrie légère ne permettent guère que les terres vierges, nouvellement défrichées pour être livrées en particulier à la culture des céréales, aient un rendement significativement supérieur à celui des kolkhoz. Au contraire, certaines régions abusivement et anarchiquement déboisées deviennent de dangereuses cuvettes de poussière...

^{5/} Bulletin d'information, publié par le CC du Parti des travailleurs hongrois, 6^e année, n° 10, p. 15, 16, 17.

^{6/} Stations de tracteurs et machines, propriété d'État.

b) Du XX^e congrès à la chute de Khrouchtchev

En 1956, le VI^e Plan maintient le rythme de croissance annuelle de 10 %. Cependant, la discussion du Plan est marquée par un important débat sur les salaires, où s'expriment une fois de plus les différents courants de la bureaucratie. Boulganine et Kaganovitch sont pour une révision des salaires et un renforcement des droits des directeurs. Khrouchtchev est partisan d'un relèvement des bas salaires. Mikoyan enfin se prononce pour un relèvement des bas salaires et un tassement de la hiérarchie des salaires. Il est clair que ces préoccupations ne sont pas le fait spontané de bureaucrates éclairés, mais qu'elles résultent des nouvelles pressions sociales, en l'occurrence des nouvelles exigences d'une classe ouvrière en plein développement.

En janvier 1958, Khrouchtchev prononce à Minsk un discours qui inaugure la troisième grande réforme économique depuis la mort de Staline. Cette réforme vise toujours en priorité à débloquer la situation sur le front agricole. On constate en effet que la production de céréales, qui était de 80 millions de tonnes en 1913, n'est en 1950 que de 84 millions de tonnes, alors que la population a augmenté de 20 %.

En 1954, la production n'est encore que de 90 millions de tonnes, c'est-à-dire inférieure par tête d'habitant à la production de 1913. Il en va de même avec le cheptel. En 1957, comme premier résultat des réformes, la production des céréales n'est grimpée qu'à 105 millions de tonnes et la productivité du travail agricole demeure dix fois inférieure à ce qu'elle est aux États-Unis.

L'une des raisons principales, politique et non technique, de cette quasi-stagnation agricole réside dans la passivité méfiante mani-

festée par la paysannerie depuis la collectivisation forcée des années trente. La bureaucratie a tout essayé pour vaincre cette passivité : l'augmentation des prix d'État pour l'achat des produits agricoles, l'encouragement à l'élevage privé, la réduction de l'impôt, la menace de confiscation du lopin privé aux kolkhoziens absentéistes, le contournement de la paysannerie traditionnelle par la mise en service des usines à blé des terres vierges.

Dans le discours de Minsk, Khrouchtchev va plus loin dans les concessions aux kolkhoziens : il leur concède la vente des machines agricoles. Ce passage du droit d'usufruit au droit de propriété sur certains moyens de production tend naturellement à reposer à terme la question de l'appropriation privée du sol lui-même. Les journaux soviétiques d'alors rapportaient une anecdote significative selon laquelle, dès 1955, lors d'une importante réception au Kremlin, Lyskine, président du riche kolkhoz de Kouban, s'adressait à Khrouchtchev en ces termes pleins d'insolence satisfaite : « Eh bien, Nikita Sergueievitch, quand me vendras-tu la MTS qui fournit les instruments de travail à notre kolkhoz ? Je t'en offre 15 millions de roubles. Réfléchis bien. L'an prochain, je ne t'offrirai pas pareille somme. » On raconte aussi que Lyskine se nomma lui-même, quelques mois plus tard, président de la MTS. Ainsi, le discours de Minsk apparaît-il comme la législation et l'encouragement d'un processus déjà engagé en pratique et vivement défendu par une école de réformateurs partisans de l'intéressement des paysans.

Ces nouvelles mesures sont prises parallèlement à une offensive politique dirigée contre le groupe Molotov qualifié de groupe antiparti. Ce groupe avait tiré argument de l'Octobre polonais et de la révolution hongroise pour attaquer les dangers du « libéralisme » khrouchtchévien. Le XXI^e congrès du PCUS est marqué par l'éli-

mination du groupe « antiparti » et par l'abandon du plan quinquennal en cours au profit d'un plan septennal plus modeste dans ses ambitions. À ce congrès, sur 1269 délégués, 8 seulement sont des vétérans du parti d'avant 1917. Cependant, bien que moins visible, un autre phénomène social est en train de prendre corps. Les effets idéologiques du XX^e congrès pénètrent lentement la jeunesse. Ainsi, dans la revue social-démocrate américaine *The New Leader*, David Burg, jeune émigré soviétique qui fut étudiant en URSS jusqu'en 1957 décrit ainsi le courant « nébolchevique » qui se manifeste dans la jeunesse :

« Ils ont une forte nostalgie de la période pré-soviétique et des premières années de la période post-révolutionnaire. Aujourd'hui, la jeunesse soviétique manifeste fréquemment son opposition au régime en présentant devant la réalité contemporaine le miroir des classiques du marxisme-léninisme. À leur avis, les épurations de 1937 ont liquidé les véritables dirigeants de la révolution. Ils opposent Thermidor à Octobre. »

[...] Ils idéalisent la révolution et demandent un retour aux idées premières du léninisme, qu'ils croient pouvoir trouver dans certains ouvrages de Lénine (L'État et la révolution). Ils parlent fréquemment de dégénérescence bureaucratique du régime, de l'apparition d'une bureaucratie régnante privilégiée, qui a établi une dictature contre le peuple [...]

Ils voient cette bureaucratie en tant qu'une tumeur maligne qu'on peut éliminer par une opération chirurgicale afin de permettre un développement normal d'un organisme fondamentalement sain. »

De 1953 à 1959, la bureaucratie, avec bien des hésitations, a donc pris une série de mesures visant à stimuler l'initiative des kolkhoziens. Avec l'achat des machines, le mouve-

ment s'accélère ; on voit apparaître et se multiplier les usines kolkhoziennes, les marchés kolkhoziens, les magasins kolkhoziens. Mais ce processus provoque une différenciation sociale dans les campagnes. En particulier, la vente des machines suscite la protestation des kolkhoziens pauvres qui, incapables d'acheter leurs propres machines, sont souvent contraints de les sous-louer aux kolkhoz riches qui renforcent encore ainsi leur position. Pourtant, il y a des théoriciens qui, s'inspirant de l'expérience gomulkiste alors en cours en Pologne, prônent la pleine restauration des lois du marché pour l'agriculture. Ils estiment qu'il est préférable de libéraliser et de rentabiliser franchement l'agriculture, plutôt que de contenir à grand-peine le phénomène du lopin. Cependant, le pouvoir grandissant des kolkhoziens aurait sa propre logique, qui n'est pas exactement celle de la bureaucratie politique centrale. Celle-ci commence à réagir à partir de 1959 en rognant le lopin privé et en renforçant le marché coopératif sous contrôle étatique face au marché kolkhozien. C'est dans cette optique que s'inscrit la nouvelle réforme votée par le CC de janvier 1961. Elle vise à l'amélioration de l'approvisionnement des kolkhoz en machines, à la réorganisation des achats agricoles par l'État, à la limitation des marchés kolkhoziens par le développement des coopératives de rachat, à la répression de la gabegie et des vols. Les principales mesures tendent donc à limiter l'autonomie et l'indépendance des kolkhoziens. Mais, une fois encore, il ne s'agit pas d'y parvenir grâce à une démocratisation économique et politique donnant plus de poids aux aspirations ouvrières, mais par la création de nouveaux organes de contrôle administratif et bureaucratique qui viennent alourdir encore la machinerie d'État.

c) La chute de Khrouchtchev et ses lendemains

L'essence bureaucratique du pouvoir khrouchtchevien ne lui permettait pas d'atteindre en même temps le triple but de l'amélioration du niveau de vie des masses, d'armement et de participation à la course à l'espace, d'aide indispensable à la bourgeoisie coloniale dans le cadre de la coexistence pacifique.

Au début des années soixante, sa politique internationale subit une série de revers illustrés en particulier par la crise des fusées à Cuba, par la défaite du Congo, par l'arrêt de l'aide technique à la Chine. L'échec des solutions agricoles à l'intérieur et la dégradation de la situation internationale précipitent la chute de Khrouchtchev. C'est ce que confirme en termes voilés le XXIII^e congrès du PCUS en 1966 et ce que confirme en pratique la série de mesures qui ont suivi sa chute.

Sur le plan agricole, le plan septennal prévoyait qu'un investissement de 50 milliards de roubles permettrait un relèvement de 70 % de la production ; en fait, l'investissement de 56 milliards n'a donné qu'une progression de 12 %. C'est pourquoi les successeurs de Khrouchtchev décident une augmentation des investissements agricoles et prennent la défense du kolkhoz et du lopin dont le dépérissement avait été annoncé au XXII^e congrès.

Sur le plan industriel, Kossyguine accentue le courant en faveur du consommateur, ce qui explique en partie la passivité de la population devant la chute de Khrouchtchev. La journée de six heures promise par le XXII^e congrès est abandonnée et l'on se contente de promettre pour 1976 la semaine de quarante heures. Enfin et surtout, on met en application la célèbre réforme Liberman-Trapeznikov qui partage le profit planifié des entreprises : 75 % reviennent à l'État et 25 % restent à la dispo-

sition de l'entreprise avec 70 % du profit non planifié, qui est beaucoup moins important. 12 milliards de roubles contre 10 en 1960 restent ainsi dans les caisses des entreprises en 1965. La réforme vise de toute évidence à substituer des leviers économiques aux décisions administratives, grâce à une autonomie plus grande des entreprises et un intéressement de la bureaucratie des entreprises, dans la mesure où le contrôle décentralisé est plus efficace techniquement sans pour autant nécessiter la dénationalisation.

Au XXIII^e congrès, 46 % des membres du parti sont des fonctionnaires de l'appareil du parti ou de l'État. Ils sont représentés au congrès par 3 000 délégués sur 5 000 contre 1 000 « ouvriers » et 800 paysans. Tvardovsky et Polevoï, considérés comme des intellectuels libéraux, sont éliminés du CC. Des débats ont lieu concernant la réhabilitation « militaire » de Staline.

Enfin, les agences de presse font mention d'un fait divers significatif : le 12 avril 1966, un jeune soviétique de 25 ans, Nicolaï Didyk se serait immolé par le feu pour réclamer l'envoi de brigades de soutien à la révolution vietnamienne

V. La portée du débat sur la nature de l'URSS

Comment caractériser alors la bureaucratie qui, dans cette société, a confisqué le pouvoir à son compte ? Vieux débat, où Trotski garde encore sur la plupart de ses contradicteurs l'avantage de la clarté. Ainsi, dans un texte de la fin de sa vie, intitulé *La IV^e Internationale et l'URSS*, il revient de façon synthétique sur la distinction entre la caste et la classe :

« *Cependant, approchons-nous de la « théorie» elle-même. La classe, pour un marxiste, représente une notion exceptionnellement impor-*

tante, et d'ailleurs scientifiquement définie. La classe se détermine non seulement par la participation dans la distribution du revenu national, mais aussi par un rôle indépendant dans la structure générale de l'économie, par des racines indépendantes dans les fondements économiques de la société. Chaque classe (féodaux, paysannerie, petite bourgeoisie, bourgeoisie capitaliste, prolétariat) élabore ses formes particulières de propriété. De tous ces traits sociaux, la bureaucratie est dépourvue. Elle n'a pas de place indépendante dans le processus de production et de répartition. Elle n'a pas de racines indépendantes de propriété. Ses fonctions se rapportent, dans leur essence, à la technique politique de la domination de classe. La présence de la bureaucratie, avec toutes les différences de ses formes et de son poids spécifique, caractérise tout régime de classe. Sa force est un reflet. La bureaucratie, indissolublement liée à la classe économiquement dominante, est nourrie par les racines sociales de celle-ci, les maintient et tombe avec elle.»

Pour conclure quelques pages plus loin :

«Quand la bureaucratie, pour parler simplement, vole le peuple, nous avons affaire non pas à une exploitation de classe, au sens scientifique du mot, mais à un parasitisme social, fût-ce sur une très grande échelle. Le clergé du moyen âge était une classe ou un «état» social dans la mesure où sa domination s'appuyait sur un système déterminé de propriété foncière et de servage. L'Église actuelle n'est pas une classe exploiteuse, mais une corporation parasite. Il serait absurde en fait de parler du clergé américain comme d'une classe dominante particulière ; pourtant, il est indubitable que les prêtres des différentes couleurs engloutissent aux États-Unis une grande part de plus-value. Par leurs traits de parasitisme, la bureaucratie comme le clergé s'apparentent au lumpen-

prolétariat, qui ne représente pas non plus, comme on sait, une classe indépendante [...]. Une tumeur peut atteindre des dimensions énormes et même étouffer l'organisme vivant, mais jamais la tumeur ne peut se changer en un organisme indépendant.»

Trotsky considère donc que parler, à propos de l'URSS, de capitalisme d'État constitue pour le moins un abus de concept. L'Allemagne hitlérienne ou l'Italie fasciste ont pu mériter cette caractérisation dans la mesure où la bourgeoisie y avait été politiquement expropriée – pour sa propre sauvegarde d'ailleurs – mais non socialement expropriée. Il en va tout autrement en URSS, surtout après la période de collectivisation forcée.

Mais caractériser ainsi l'Union soviétique et la bureaucratie qui y détient le pouvoir n'empêche en rien de penser qu'elle joue dans le monde un rôle de conservation sociale et de réaction politique visant à perpétuer sa propre existence et à reproduire les conditions qui l'ont fait naître.

1. Le cœur du débat

Il doit être clair que le concept de mode de production est un instrument théorique et qu'aucune formation sociale concrète, historiquement située, n'est réductible à un mode de production pur. Chacune combine au contraire différents modes de production qui s'y disputent l'hégémonie. Il est bien connu que Lénine dénombrait dans la formation sociale russe après la prise du pouvoir cinq formes économiques principales enchevêtrées : l'économie paysanne patriarcale, la petite production marchande, un secteur capitaliste privé, un secteur capitaliste d'État et un secteur socialiste.

La question qui se pose alors est celle de savoir quel est le mode de production dominant, celui qui donne le ton aux autres.

Pour répondre à cette question en ce qui concerne l'Union soviétique, il faut d'abord étudier ce qui y constitue le moteur principal de l'accumulation. Est-ce la concurrence de producteurs indépendants les uns des autres, à la recherche du profit maximum, avec pour résultat les déplacements de capitaux dans les régions où une main-d'œuvre à bon marché permet un taux de profit élevé, avec l'anarchie d'une structure de l'emploi où l'utilité sociale d'un travail n'est reconnue qu'*a posteriori*, par le verdict du marché, c'est-à-dire pas toujours ?

Ou bien est-ce un plan d'accumulation sociale centralisé, organisant *a priori*, en fonction de buts centralement définis, la division sociale du travail ?

C'est la question fondamentale. Y répondre par la seconde hypothèse ne préjuge pas de la force du pouvoir politique et ne signifie pas du même coup que cette planification soit démocratique. Ni, à plus forte raison, que ce système soit soulagé de toute tension sociale. Mais il faut alors aller chercher les contradictions où elles sont réellement.

Il y a tout d'abord la contradiction entre la forme socialisée de l'essentiel de la production et la perpétuation des normes bourgeoises de distribution. En effet, alors que les principaux moyens de production, dépouillés de leur forme marchandise, sont directement produits comme valeurs d'usage, tant qu'il y a pénurie, les biens de consommation demeurent des marchandises. La pénurie des valeurs d'usage prolonge donc sur ce plan l'existence des valeurs d'échange et la nécessité d'un équivalent monétaire. Le maintien de ces normes de répartition favorise le détournement parasitaire opéré par la bureaucratie. Mais il s'agit bien toujours de parasitisme, en ce sens qu'il s'agit de l'extension de privilèges de consom-

mation, et non de la cristallisation des rapports sociaux qui se reproduiraient automatiquement comme les rapports capital-travail. À la différence du capital, la bureaucratie a besoin pour se reproduire de l'intervention politique et policière de l'État qui garantit ses privilèges.

Il y a ensuite la contradiction entre le plan et le marché. Il ne s'agit pas là de techniques économiques dont on pourrait peser les mérites respectifs, mais de la condensation de rapports sociaux. L'alternative est ouverte entre la consolidation du plan et la restauration du marché ; mais elle ne peut être tranchée par simple évolution graduelle, car chaque branche de l'alternative s'appuie sur le renforcement ou la réapparition de rapports sociaux déterminés, de classes sociales définies. Autrement dit, c'est une alternative qui doit encore être tranchée par la lutte des classes à l'échelle nationale et internationale.

Nous nous contenterons de citer longuement à ce sujet un article d'Ernest Mandel sur « les inconsistances du capitalisme d'État » :

« Ainsi, les réformes économiques doivent déclencher un conflit constant entre le plan et les bureaucrates qui administrent les unités de production. L'ancien conflit portait essentiellement sur les allocations des ressources (les bureaucrates ont systématiquement surévalué les besoins des entreprises en travailleurs, en matières premières et en machines et ont systématiquement sous-évalué la capacité de production des mêmes usines). Le nouveau conflit portera sur le pouvoir de décision. Les directeurs d'usine réclameront le droit d'embaucher et de licencier les ouvriers comme bon leur semble. Ils demanderont le droit de « négocier » les salaires (régionalement, localement et même par

branche ou par entreprise) d'après les « conditions sur le marché (du travail) ». Ils demanderont le droit de conserver la majeure partie du « profit » de « leur » entreprise pour être réinvestie dans celle-ci. Ils réclameront qu'une part croissante et spécifique des investissements soit réalisée par eux de manière autonome au sein de « leur » entreprise. Ils demanderont surtout le pouvoir de déterminer librement les prix des produits qu'ils « vendent » de la manière qui leur paraît la plus appropriée (c'est-à-dire d'après les impératifs du « marché »). Et les « planificateurs » s'opposeront évidemment de manière vigoureuse à toutes ces revendications qui se heurtent aux principes élémentaires et aux besoins de la planification centrale.

Supposons un instant que les directeurs d'usine aient obtenu satisfaction pour leurs revendications, et qu'ils conquièrent graduellement ces droits supplémentaires [...]. Quel serait le résultat final de ce processus ? Dans ce cas, nous devrions évidemment abandonner les guillemets autour des mots « marché », « acheter » et « vendre ». Chaque usine décidant de ses propres investissements, s'efforçant d'établir ses propres prix, négociant ses propres salaires, serait devenue une firme indépendante, et le marché « arbitrerait » entre ces firmes et donnerait naissance à des prix qui ne seraient plus déterminés par le plan, mais qui résulteraient du jeu des forces sur le marché. Dans ce cas, le capital irait des branches moins profitables vers les branches plus profitables. Ce ne serait plus le plan, mais ce flux et reflux des capitaux, qui déterminerait les lignes générales de la croissance de l'économie. De plus en plus de firmes trouveraient plus de profits à exporter leurs produits qu'à les vendre sur le marché intérieur, et établiraient des rapports directs avec des firmes étrangères, qui vendraient également, de manière croissante

sur le marché russe, et exporteraient des capitaux vers ce pays. La croissance des investissements autonomes par firme aboutirait inévitablement au surinvestissement qu'une économie de marché ne pourrait corriger qu'à travers des crises périodiques de surproduction et de chômage [...].

Dans ce cas, évidemment, l'économie soviétique serait devenue une économie capitaliste, que tout le monde, même Mandel le dogmatique et le myope, reconnaîtrait comme telle. Mais serait-ce une « économie capitaliste d'État » ? Tout le processus a commencé parce que le revenu des directeurs d'usine a été rattaché au « profit » de l'entreprise, et que ces directeurs ont ainsi reçu un puissant stimulant économique pour augmenter ce « profit » par leurs propres décisions (c'est-à-dire établir leur contrôle sur la plupart des décisions desquelles dépend le profit). Mais s'ils réussissaient effectivement à en arriver là, ils auraient un stimulant encore plus puissant à rester liés à « leurs » usines pour le reste de leurs jours et à transmettre ces « liens » à leurs enfants et familles. On s'imagine aisément combien ils se sentiraient lésés si, après avoir réussi à transformer une usine en une firme « rentable », on les transférait à une autre usine qui travaillerait à perte (avec toutes les pertes de revenus qui en découleraient pour eux !). Tout ce processus ne peut donc aboutir qu'à la réintroduction de la propriété privée. Et longtemps avant le point final de ce processus, celui-ci se serait accéléré par l'établissement de liens avec des firmes étrangères privées, par l'achat de villas sur les côtes ou en des lieux de villégiature en montagne à l'étranger, par l'ouverture de comptes en banque à l'étranger, et par l'utilisation de ces comptes en banque pour des « investissements profitables » (c'est-à-dire l'achat d'actions et d'obligations étrangères) ^{7/}.

7/ Ernest Mandel, *The Inconsistencies of State Capitalism*, IMG Pamphlet, London, 1969, p. 14-15.

2. Le révisionnisme moderne

Récemment, le révisionnisme a fait quelques pas hardis avec la publication du livre de Bettelheim, *Calcul économique et formes de propriété*^{8/}; il est impossible ici d'en traiter à fond, car le vice essentiel de ce livre ne concerne pas ses aspects économiques mais l'ensemble de la révision méthodologique dont il procède. Il participe de l'entreprise d'aplatissement structurel positiviste auquel Althusser et certains de ses condisciples en théorie académique soumettent le marxisme depuis quelques années.

Ce en quoi le livre de Bettelheim nous intéresse cependant particulièrement, c'est qu'il démontre avec éclat et par l'absurde combien la discussion sur l'URSS ne saurait être abandonnée aux économistes. C'est l'ensemble de la théorie, et non ce que l'université bourgeoise appelle une discipline, qui est mobilisé par ce débat. Aussi, avant d'y revenir en détail dans un prochain article, nous contenterons-nous de mentionner ici ce qui nous apparaît comme l'essentiel de la révision méthodologique.

Tout d'abord, Bettelheim applique de façon indifférente les concepts élaborés pour l'analyse de la société capitaliste à la société de transition. Il traite ainsi deux structures socialement distinctes comme un milieu homogène dans lequel les mêmes concepts peuvent aller et venir sans se transformer dans leur rapport à la réalité. Ainsi l'empilement des instances économiques, sociales, politiques, reste symétrique de part et d'autre de la prise du pouvoir par le prolétariat. Par conséquent, si le premier pas de la révolution prolétarienne était défini comme la conquête du pouvoir politique, clé de son émancipation économique et sociale, la dépossession du pouvoir politique apparaît à Bettelheim comme un pur retour à

la situation antérieure, c'est-à-dire au capitalisme. Sans que soit envisagée l'inadéquation possible du pouvoir politique et des rapports sociaux.

Ensuite, on remarque, chez Bettelheim, une tendance plusieurs fois affirmée à concevoir la renaissance de rapports de production capitalistes en URSS comme le résultat du maintien de l'entreprise comme unité de production et d'une certaine forme d'État. Ces structures y joueraient le rôle de matrices engendrant et reproduisant les rapports d'exploitation capitaliste, ici encore apparaît une forte déformation structuraliste qui fait naître les rapports de classes d'unités de production de base et non de la totalité structurée des rapports sociaux articulés sur le mode d'accumulation et le contenu de classe du pouvoir politique.

Tout cela n'est guère surprenant si l'on considère que la démarche de Bettelheim participe à la fois d'un volontarisme idéologique plus ou moins emprunté au courant maoïste et d'une fétichisation du savoir scientifique, rejeté hors l'histoire par ce qu'Althusser appelle, à la suite de Bachelard, une « rupture épistémologique ». Volontarisme et positivisme constituent d'ailleurs ici un couple logique, dans la mesure même où la toute-puissance de la science (ici, le calcul économique conçu comme projet) est censée résoudre les contradictions sociales bien réelles, et pallier les impuissances d'une politique qui, faute d'être révolutionnaire, revêt l'alibi de la science pour couvrir ses menées opportunistes. Dans cette voie, Bettelheim, chantre de la direction maoïste après l'avoir été de la direction stalinienne du PCF, et Althusser, qui n'a jamais rompu son attachement initial, se donnent fort justement la main. Par-dessus l'histoire, en quelque sorte. Dans le camp du marxisme académique, sans nul doute.

3. Le critère de la pratique

Pour évacuer toute déviation formaliste dans le débat sur la nature de l'URSS, Trotski a plusieurs fois expliqué que le critère ultime de jugement serait l'accord ou le désaccord concernant les tâches politiques. Ainsi, il serait convenable de lutter de concert avec des militants qui qualifient l'URSS de société « capitaliste d'État » à la condition qu'il y ait accord sur le programme de la révolution en URSS même. Ainsi, si Modzelewsky et Kuron définissent, dans leur « Lettre ouverte au PC polonais », la bureaucratie comme une classe, il n'y a guère de divergence de fond entre le programme qu'ils avancent et celui formulé dans le *Programme de transition* ou dans les textes du V^e Congrès de la IV^e Internationale.

Dans leur programme, Modzelewsky et Kuron avancent en priorité l'organisation de la classe ouvrière en conseils ouvriers, le pluralisme des partis se réclamant du socialisme, la suppression de la censure préventive, le droit de grève et l'indépendance des syndicats par rapport à l'État, la représentation des paysans à l'échelle nationale. Le programme élaboré par le congrès mondial de la IV^e Internationale revendique la liberté d'organisation pour tous les partis qui se placent dans le cadre de la légalité soviétique, la liberté de presse et de réunion, la dissolution des organes permanents de sécurité intérieure secrets, l'élection et la révocabilité à scrutin secret de représentants politiques, la limitation des traitements de fonctionnaires, l'armement général des travailleurs, la distinction de l'État et des partis, la gestion des entreprises dans le cadre du Plan par les conseils ouvriers, la garantie du droit de grève [...]. Il n'apparaît donc pas là de divergence de fond en ce qui concerne les objectifs centraux de la révolution en URSS et dans les démocraties populaires, constituant l'es-

sentiel de ce que nous appelons le programme de la révolution politique.

Considérons en revanche les positions politiques publiées par le groupe « Révolution 9/ », non en raison de l'importance propre de ce groupe, mais parce qu'il s'efforce de concrétiser sur le terrain politique les positions théoriques de Bettelheim, qui préfère en général commenter ce qui se passe sur ce terrain depuis le banc de l'observateur « économique ».

Dans son texte sur le stalinisme, « Révolution » caractérise la bureaucratie comme une classe prenant soin toutefois de préciser : « La domination de cette classe sur les rapports de production est directement politique, c'est-à-dire directement étatique [...]. Elle a conquis le pouvoir de l'intérieur de la dictature du prolétariat, et sa domination a été dès le départ politique. » Curieuse application, décidément, de la notion de classe sociale : une classe dont la seule caractéristique réside dans l'exercice du pouvoir politique et qui est appelée à créer de toutes pièces ses bases sociales... après coup. Et avec quelles difficultés, puisque, si « elle doit fonder son pouvoir de façon stable et automatique au niveau des rapports de production », elle doit pour ce faire « aller vers la reconstitution de rapports de production de type capitaliste et donc, sinon vers sa propre disparition, du moins vers son éclatement et sa recomposition ». Ce verbiage assez imprécis témoigne des difficultés dans lesquelles on s'engage lorsqu'on veut à tout prix donner une cohérence de classe à une couche sociale dont le caractère irréductiblement instable, transitoire et contradictoire tient fondamentalement à ce qu'elle ne plonge pas ses racines au cœur des rapports sociaux, mais ne se perpétue que par son incrustation parasitaire sur le pou-

voir politique. C'est pourquoi nous trouvons beaucoup plus clair de définir la bureaucratie comme une caste.

Mais, au-delà des définitions, la position des camarades de « Révolution » les conduits à des incohérences pratiques. Ils expliquent en effet : « Si nous faisons nôtres les mots d'ordre démocratiques pour ces pays, c'est qu'au stade actuel ils visent à accentuer l'instabilité fondamentale de la classe dirigeante. » Et plus loin est avancée la perspective d'un « front avec la démocratie libérale (technocrates) pour les libertés politiques [...] ».

Dans la perspective de la révolution politique, la mise en valeur des revendications démocratiques est parfaitement cohérente, puisque la cible de cette révolution est la structure et la force d'exercice du pouvoir politique, non le bouleversement des rapports sociaux. En revanche, si l'URSS est définie comme un État capitaliste, alors il faut préciser la signification de classe des revendications démocratiques. Puisque la bourgeoisie libérale classique n'a jamais pu s'y consolider, il ne peut donc s'agir de lui proposer une lutte commune sur la base de mots d'ordre démocratiques que la classe au pouvoir ne peut plus satisfaire. Au contraire, les camarades décrivent les réformes économiques de type Liberman-Trapeznikov ou Ota Sik comme participant d'un processus de restauration du capitalisme classique. Dans une telle optique, les revendications démocratiques constitueraient le strict pendant politique de la libéralisation économique. Faire siens alors les mots d'ordre démocratiques ne signifierait pas autre chose qu'affirmer en pratique que la bourgeoisie libérale classique est appelée à jouer un rôle historiquement plus progressiste que ce que les camarades de « Révolution » appellent après bien d'autres la « bourgeoisie d'État ». De là à

réaffirmer les thèses menchevico-staliniennes sur la révolution par étapes et à considérer la révolution russe de 1917 elle-même comme une erreur imputable à l'impatience utopiste de Lénine et de Trotski, il n'y aurait qu'un pas que la pudeur révolutionnaire se refuse à franchir, alors que la logique du raisonnement y incite. D'autres puristes intransigeants se sont d'ailleurs récemment montrés plus hardis. C'est notamment le cas d'Alain Gillerm qui, publiant aux *Cahiers Spartacus* une brochure sur le luxemburgisme aujourd'hui, va jusqu'à dire que la révolution russe « ne pouvait pas ne pas dégénérer comme elle l'a fait » ; ce qui revient à donner raison à ceux qui sont toujours prêts à capituler devant la force des choses, en mettant bien sûr l'histoire concrète entre parenthèses.

Sur le plan international, les positions de « Révolution » trouvent des prolongements logiques. En cas de conflit entre la Chine et l'URSS : soutien inconditionnel à la « Chine rouge ». On serait en droit de se demander aujourd'hui si un tel soutien doit s'étendre aux systèmes d'alliance, car dans ce cas, il aurait fallu soutenir le Pakistan contre l'Inde... Ou bien se demander les raisons de la politique diplomatique de la Chine, ce qui par ailleurs demanderait encore une caractérisation de la direction chinoise et de ses contradictions que la qualification lyrique de « Chine rouge » ne sert qu'à esquiver. Dans la même logique, les camarades de « Révolution » pensent qu'en cas de conflit entre l'URSS et l'impérialisme, « la position des révolutionnaires est le défaitisme révolutionnaire ». « Position à nuancer », ajoutent-ils entre parenthèses, pour laisser place à l'incertitude et à la gêne.

Ainsi, il n'y a pas d'erreur théorique fondamentale qui puisse demeurer politiquement gratuite. Et la pratique vient éclairer en der-

9/ Groupe « Révolution », issu de la Ligue Communiste révolutionnaire.

nière instance d'un jour plus cru des nuances et des divergences qui semblaient conciliables sur le terrain d'une certaine théorie qui n'est certainement pas la nôtre.

C'est ce que nous avons voulu illustrer en mettant en évidence le fait pour nous acquis qu'il s'agit d'abord et avant tout d'un débat stratégique sur le contenu de classe et les contradictions de la révolution socialiste à notre époque. C'est pourquoi nous ne concevons pas que l'on puisse, en dernière analyse, dissocier ce débat de celui sur la révolution permanente ; ou que l'on puisse séparer par commodité « théorique » une société vivante de l'histoire par laquelle elle s'est constituée.

Séparer au scalpel le matérialisme historique du matérialisme dialectique, la société de l'histoire, l'économie de la lutte des classes est le propre des professeurs et des idéologues staliniens. S'entendre au moins sur ce point qui est fondamental nous permettrait de placer la discussion sur un terrain autrement fécond qui est celui de l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire par les forces vives qui la mettent en pratique.

VI. La montée de la révolution politique

Le débat sur la caractérisation de l'URSS ne peut être tranché par une argumentation académique. Il est mille fois plus efficace de l'aborder sous l'angle des tâches politiques pratiques. Or, si à l'époque où Trotski élaborait le *Programme de transition*, la notion de révolution politique pouvait encore apparaître comme un objectif lointain et assez abstrait, les vingt dernières années d'histoire réelle se sont largement chargées de lui donner un contenu vivant. Des expériences de Berlin Est en 1953, de Pologne et de Hongrie en 1956, de Tchécoslovaquie en 1968 et de Pologne à nou-

veau en 1970, émergent les lignes de force de la révolution politique.

Le soulèvement ouvrier de Berlin Est, en 1953, constitue la première poussée importante de la révolution politique. La guerre froide avait réclamé de la part de la bureaucratie une intense politique d'armement qui se traduisait par la collectivisation forcée de la terre et la priorité absolue accordée à l'industrie lourde. Il en résultait une pénurie sensible, et la fuite à l'Ouest des classes moyennes qui aggrave la désorganisation de la distribution. Après la mort de Staline, le « cours nouveau » de la bureaucratie en RDA consistait avant tout en concessions à la petite bourgeoisie et aux classes moyennes, au prix d'une aggravation accrue des conditions de travail de la classe ouvrière ; les normes étaient alors relevées de 10 %. D'abord en lutte contre le travail aux pièces, les ouvriers du bâtiment furent les premiers en action par des grèves et des manifestations. Leur mouvement fit vite tache d'huile, entraînant les bastions ouvriers traditionnels comme celui des usines Leuna à Merselburg, vieux fief du mouvement ouvrier allemand. Le contenu de classe de ce mouvement se marque clairement à travers les déclarations de ses leaders spontanés (« les vrais communistes, c'est nous [...] »), mais de façon bien plus probante encore à travers les initiatives prises. Ainsi, les grévistes de Berlin Est lancent un appel à tous les travailleurs du Grand Berlin pour se joindre à leur lutte. Cet appel va dans le sens de l'extension et de l'approfondissement de la révolution dans toute l'Allemagne, ce qu'aucun contre-révolutionnaire ou bureaucrate attaché au *statu quo* n'aurait envisagé. Devant un tel mouvement de masse, la bureaucratie politique centrale se divise quant au meilleur moyen de la canaliser, et fait certaines concessions concernant l'organisation du travail.

En 1956, l'Octobre polonais s'inscrit dans le contexte politique de la déstalinisation. Au printemps, les ouvriers des usines de Poznan sont entrés en lutte contre les normes de travail ; la bureaucratie, débordée, a fait tirer sur les manifestants ; certains ont été arrêtés. Un grand mouvement d'indignation soulève la population. Le procès des émeutes de Poznan, à la différence classique des procès staliniens, se transforme en véritable procès de la société bureaucratique. Si l'on considère ce que pouvait très officiellement publier, dès le 29 avril, la revue *Nova Kultura* en guise d'appel au 1^{er} mai, on peut mieux imaginer quelle vague de fond soulève alors la Pologne et sa classe ouvrière riche d'une glorieuse tradition de lutte :

« Le 1^{er} mai stalinien, le 1^{er} mai habituel de la « Pologne populaire » ? C'est, ensemble, la Révolution et la Contre-Révolution. Les ouvriers à côté des bourreaux qui les pillent impunément. Les vieux révolutionnaires avec les petits conformistes de la jeunesse communiste. Les dévotes de la Sainte Vierge avec les dévotes du culte de la personnalité [...] »

La Révolution nous a dotés d'un appareil complet de gouvernement. Elle en a recouvert tout le pays, elle y a placé des milliers de gens, tous intéressés à sa sauvegarde et à son renforcement. Jamais contrôlé par les masses, et bientôt supprimant avec habileté tout moyen de contrôle, cet appareil a dégénéré ; il a formulé lui-même ses principes et a défini ses propres buts ; il s'est entouré d'une police à sa dévotion, qui défend les intérêts de la caste officielle ; il a produit sa propre mythologie autour d'une foi et d'un chef infaillible ; il a formé ses propres alliances de classe par des combines entre la caste officielle et les professions privilégiées ; il a tiré sa propre esthétique de la version jdanovienne du réalisme socialiste. Il ne manquait plus, aux privilégiés du système que l'hérédité

matérielle et nobiliaire. Cette caste a été un élément antiprogressiste, et ses intérêts étaient contraires à ceux des travailleurs [...].

Ce qui se passe chez nous (maintenant), c'est une révolution. Qu'on inscrive sur les pancartes du 1^{er} mai les mots d'ordre suivants :

« Le pouvoir aux ouvriers et aux paysans, leurs voix étant décisives dans l'administration de l'industrie et dans la lutte pour une nouvelle agriculture. »

« Le pouvoir au peuple, avec de nouveaux conseils nationaux dotés de pouvoirs effectifs, sous une forme entièrement démocratique. »

« Le respect de la loi, une entière liberté de parole et de discussion, une juridiction indépendante, le respect de la Constitution. »

« L'étendard rouge de la classe ouvrière, et son hymne avec ses paroles : Prends ce qui t'est dû, conformément à ta propre loi, et cherche ton salut dans ta propre volonté ! ».

Un authentique mouvement de masse naît en effet des usines. Le passage massif des milices aux côtés des travailleurs fait hésiter puis reculer la direction soviétique qui, après un voyage de Khrouchtchev, renonce à faire intervenir directement les troupes du maréchal Rokossovsky. Face à la montée des masses, le PC polonais est divisé, et Gomulka, emprisonné sous Staline et récemment libéré, y joue un rôle d'arbitre qui lui vaut une considérable popularité. Comme en RDA en 1953, le PC s'est divisé dans l'épreuve. À la différence de ce qui s'est passé en Yougoslavie cependant, le mouvement est cette fois réellement parti de la base. Pourtant, l'absence d'avant-garde un tant soit peu organisée et préparée constitue la plus grande faiblesse d'un mouvement qui est allé aux extrêmes limites de son élan spontané. Il en demeurera néanmoins une des plus importantes expériences d'auto-organisation des travailleurs, dont l'effet se retrou-

vera dans les luttes de 1970 et dont la profondeur était dès alors soulignée à juste titre par le rédacteur de *Prostu* :

« Tout cela dépasse évidemment le cadre purement économique. On ne peut même pas définir ces phénomènes comme « l'arrière-fond politique de mots d'ordre économiques », car il s'agit tout simplement de politique pure, et non pas d'un aspect tactique mais d'un aspect stratégique qui concerne le problème politique décisif : il s'agit du problème du pouvoir. La classe ouvrière, refoulée pendant l'ère stalinienne par l'appareil bureaucratique qui s'était aliéné de la société, exige maintenant une participation directe au pouvoir, y tend la main comme vers une chose qui lui appartient, et la prend en main comme elle le doit à sa destinée. »

Ces propositions, à première vue modestes, d'autogestion des entreprises, contiennent une formidable dynamique. Le fond de la question y est enfermé comme dans une semence, et celui qui ne comprend pas cela ne comprend pas la tendance d'évolution fondamentale de tout le pays. Lorsque des éléments réactionnaires et bureaucratiques réussissent à arrêter ce processus dans une usine, une ville ou un district, la fermentation passe à une autre usine, une autre ville ou un autre district, jusqu'à ce que toutes les chaînes bureaucratiques aient sauté. »

Le mouvement hongrois fut plus soudain et brutal que le mouvement polonais. Il y a plusieurs raisons à cela. D'une part, la différence de traditions dans le mouvement ouvrier : depuis la défaite de Bela Kun, celui-ci avait été la plupart du temps réduit à la clandestinité, ce qui n'avait guère favorisé l'éducation à grande échelle de la classe ouvrière, mais n'avait pas non plus permis sa pénétration en profondeur par le stalinisme ; la personnalité d'Imre Nagy liée au cours nouveau de 1953 restait très populaire. Enfin, le cercle Pétöfi

jouait un rôle non négligeable de ferment intellectuel. Le 23 octobre, une manifestation, composée à l'origine essentiellement d'étudiants, passait en fin d'après-midi, avec le renfort de travailleurs, de 10 000 à 200 000 personnes qui réclamaient une politique nationale indépendante, l'examen des traités commerciaux, l'amitié avec l'URSS sur des bases d'égalité, les usines aux travailleurs, la liberté pour les paysans, un changement de direction dans le parti et des élections libres et secrètes. L'apparition de conseils ouvriers, le ralliement au mouvement de parties importantes de l'armée hongroise découragent comme en Pologne l'intervention soviétique et amènent le retour de Nagy au pouvoir. Mais l'attentisme de ce dernier, sa défiance bureaucratique envers l'organisation des masses donnent à la direction soviétique échaudée le temps de se ressaisir. Le 4 novembre, les troupes soviétiques entrent à nouveau en Hongrie pour ramener au pouvoir l'équipe Kadar préparée entre-temps. Les travailleurs hongrois opposent alors une résistance politique et militaire qui porte le mouvement à son plus haut niveau de maturité, comme en témoignent les documents adoptés par les conseils ouvriers du XI^e arrondissement de Budapest et par le Conseil central ouvrier de Budapest que nous publions ici.

Résolution des conseils ouvriers du XI^e arrondissement de Budapest Budapest, le 12 novembre 1956

« Les représentants des ouvriers des fabriques du XI^e arrondissement ont unanimement décidé que, dans les intérêts de la construction socialiste de la Hongrie et de l'avenir du peuple hongrois, ils sont prêts à reprendre le travail aux conditions suivantes :

1. *Nous soulignons expressément que la classe ouvrière révolutionnaire considère que les*

usines et la terre sont propriété du peuple travailleur.

2. Le Parlement ouvrier reconnaît le gouvernement Kadar comme partie négociante à la condition préalable qu'il se réorganise dans un but d'assurer sa légalité pour correspondre ainsi à la volonté du peuple.

3. Le peuple a accordé sa confiance aux conseils ouvriers pour s'assurer que la volonté du peuple sera ultérieurement exécutée. Nous exigeons l'élargissement des attributions des conseils ouvriers ainsi que leur confirmation de la part du gouvernement dans les domaines économique, culturel et social.

4. Dans l'intérêt du maintien de l'ordre et du rétablissement de la paix, nous exigeons que soit fixé un délai pour des élections libres. Ne pourront y participer que les partis qui reconnaissent et ont toujours reconnu l'ordre socialiste. Cet ordre repose sur le principe que les moyens de production appartiennent à la société.

5. Nous exigeons la libération immédiate des membres du gouvernement Imre Nagy qui ont été choisis par la révolution ; de même nous exigeons la libération de tous les combattants de la liberté.

6. Nous exigeons l'établissement immédiat d'un cessez-le-feu ainsi que le retrait des troupes soviétiques de Budapest, étant donné que les autorités hongroises peuvent assurer l'ordre au moyen du pouvoir ouvrier. Nous exigeons en outre que le gouvernement hongrois commence des négociations pour le retrait graduel et ordonné des troupes soviétiques hors du territoire hongrois, aussitôt que les travailleurs auront repris le travail et que l'opinion publique soit informée de la marche de ces négociations.

7. La police doit être recrutée parmi les ouvriers d'usine sincères et les unités de l'armée qui sont loyales envers le peuple.

8. Il est demandé que les points ci-dessus soient rendus publics par le gouvernement au moyen de la radio et de la presse. »

Budapest, le 14 novembre 1956

«Aujourd'hui, 14 novembre 1956, les délégués des conseils ouvriers d'arrondissement ont formé le conseil central ouvrier du Grand Budapest. Le conseil central ouvrier a reçu le pouvoir de négocier au nom des ouvriers de toutes les entreprises situées sur le terrain de Budapest, et de décider de l'arrêt ou de la reprise du travail. Nous proclamons notre rigoureux respect des principes du socialisme. Nous considérons les moyens de production comme une propriété collective que nous sommes toujours prêts à défendre.

1. Nous, les ouvriers, estimons que le rétablissement du calme et de l'ordre exige l'attribution de la direction à une personnalité jouissant de la confiance du peuple. Nous proposons donc que le camarade Imre Nagy assume la direction du gouvernement.

2. Nous protestons contre le fait qu'au sein des nouveaux organes de sécurité, on nomme les membres des anciens services de sécurité de l'État (AVH). Nous voulons que les hommes constituant ces nouveaux organes de sécurité soient recrutés parmi les jeunes révolutionnaires, les membres de la police et de l'armée restés fidèles au peuple et les ouvriers d'usines. Le nouvel organisme de sécurité ne peut en aucun cas assurer la défense d'intérêts de parti ou de particuliers.

3. Nous exigeons qu'une liberté absolue soit garantie à tous ceux qui luttent pour la liberté, entre autres à Pál Maléter et à ses camarades. Nous demandons la libération de tous les détenus actuels.

4. Nous demandons le retrait rapide des troupes soviétiques afin que l'amitié entre notre pays et l'URSS soit renforcée. La possibilité d'une

reconstruction pacifique de notre pays doit nous être garantie.

5. Nous revendiquons que la radio et la presse ne diffusent plus des informations qui ne correspondent pas aux faits.

6. Tant que nos exigences ne seront pas satisfaites, nous ne permettrons que le fonctionnement des entreprises indispensables pour assurer la vie quotidienne de la population. Les travaux d'entretien et de reconstruction ne seront poursuivis que dans la mesure où ils répondent aux besoins immédiats de l'économie nationale.

7. Nous exigeons l'abolition du système unipartite et la seule reconnaissance des partis se fondant sur le socialisme. »

Un huitième point de cette résolution annonçait que le travail ne serait repris qu'une fois les autres points satisfaits. Mais l'inégal développement du mouvement à l'échelle nationale, la désorganisation de la vie sociale par la paralysie de la production entraînaient des contradictions que, dans le contexte international d'alors, l'avant-garde née de la lutte, sans racines historiques et théoriques, ne pouvait surmonter. Les travailleurs durent finalement accepter la reprise du travail, de crainte que la division ne brise leurs propres rangs.

Plus près de nous, le printemps de Prague, où la mobilisation contre la censure joua un rôle décisif, la lutte des travailleurs polonais de la Baltique, pour qui les revendications politiques de l'indépendance des syndicats par rapport à l'État, de séparation du parti et de l'État, de compression de la hiérarchie des salaires passaient avant la revendication de la semaine de cinq jours, donnent de nouvelles indications sur le contenu de la révolution politique.

De même, pendant la Révolution culturelle en Chine ; alors que la bureaucratie s'efforçait, grâce à l'armée notamment, de garder le contrôle du mouvement, l'apparition de groupes tels que le groupe du 16-Mai, même mal connu, donne d'utiles renseignements. En effet, dans son livre sur la Révolution culturelle, Jean Daubier cite les textes officiellement publiés par les dirigeants du groupe à l'époque où ils occupaient une place très importante dans le collectif chargé de la Révolution culturelle, en particulier des textes où ils réclament l'armement des masses afin que le mouvement de critique puisse atteindre l'armée elle-même.

De toutes ces expériences, il ressort un trait distinctif des mobilisations ouvrières par rap-

port aux mobilisations ouvrières dans les pays capitalistes. D'emblée, et même quand l'avant-garde est très faible ou quasi inexistante, les revendications politiques y apparaissent comme prioritaires par rapport aux revendications salariales par exemple. L'attention se porte spontanément sur la forme du pouvoir politique (censure, suppression des polices spéciales, autonomie du syndicat par rapport à l'État, séparation du parti et de l'État) et des organes de gestion dans l'entreprise. Spontanément, on voit resurgir des formes d'organisation de la classe telles que les conseils et les milices. À moins de voir là une simple coïncidence, il faut bien admettre que les racines sociales de ces mobilisations sont bien différentes de celles des

mobilisations anticapitalistes que nous connaissons. Au lieu de remettre en cause les rapports sociaux fondamentaux fondés sur l'appropriation collective des moyens de production, elles y réaffirment leur attachement et portent tout leur effort contre la confiscation du pouvoir politique.

Ainsi se trouvent actualisés, concrétisés et enrichis par la pratique les axes de la révolution politique avancés par Trotski dans le *Programme de transition* et développés par la IV^e Internationale dans les résolutions de son V^e congrès mondial.

Critique de l'économie politique n° 7-8, avril septembre 1972